

REGLEMENT DE CONSULTATION REFERENCE B25-03072

APPEL D'OFFRES RESTREINT – APPEL A CANDIDATURES

**PRESTATION DE GARDIENNAGE DU SIEGE SOCIAL DU COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET
AUX ENERGIES ALTERNATIVES**

« LE PONANT »

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES : le 10/09/2025 avant 16h00

Ces dossiers seront remis exclusivement sous forme dématérialisée sur la plateforme Place à l'adresse
suivante : (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)

Tout dossier reçu après cette date ne sera pas accepté par le CEA.

S'agissant d'une consultation dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres restreint, **seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade.**

Seuls les candidats retenus par le CEA pourront remettre une offre technique et financière, après communication du cahier des charges.

En raison du caractère confidentiel de certaines prestations figurant dans le Dossier de Consultation, celui-ci ne sera fourni qu'aux candidats retenus.

POUR INFORMATION : LE CEA SERA FERME DU 9 AU 17 AOUT 2025 INCLUS

CONTACTS

La présente procédure d'appel d'offres est gérée par :

M. Christophe COQUELET, Service des Marchés et Achats/BLMT

- Tel : 01.69.08.36.54
- Adresse mail : christophe.coquelet@cea.fr

En cas d'absence, vous pouvez contacter :

Mme Pauline BOUÇA-BESSEAU, Service des Marchés et Achats//BLMT

- Tel : 01.69.08.50.11
- Adresse mail : pauline.bouca-besseau@cea.fr

INFORMATIONS EN COURS DE PROCEDURE

Afin d'être informés en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les soumissionnaires devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur le site de la plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

1 - OBJET.....	4
2 - PROCEDURE	6
3 - CONTENU DES PLIS	8
4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
<i>ANNEXE : FORME DE REMISE ET D'ENVOI DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE</i>	11

1 - OBJET

1.1 - Généralités

En tant que pouvoir adjudicateur, le CEA est soumis à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n° 2018 -1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

Le marché associé à la présente consultation est régi par les dispositions du livre III du code de la commande publique applicables aux marchés de défense et de sécurité.

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres restreint en application des articles R2324-1 et R2324-2 du décret.

1.2 - Objet du règlement de consultation

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure d'appel d'offres restreint relative à la prestation de gardiennage, de sécurité incendie et de premiers secours à victimes au sein du Siège Social du Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives situé au 25 rue Leblanc (Immeuble « LE PONANT D »), Paris 15.

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L1111-1 à 5 de l'ordonnance du 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique.

1.3 - Contenu des prestations

Le contenu des prestations est détaillé dans le résumé joint au présent règlement de consultation.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est fixée au 31/12/2025 à 20h45.

Si le candidat se présente seul, il devra impérativement être habilité « Très Secret ».

Si le candidat se présente dans le cadre d'un groupement, il est précisé que le mandataire devra obligatoirement disposer de l'habilitation de niveau « Très Secret ».

L'habilitation « Très Secret » doit IMPERATIVEMENT être détenue au plus tard à la date de remise des candidatures indiquée en 1^{ère} page du présent Règlement de la Consultation, conformément à l'article R.2343-5 du Code de la Commande Publique.

Les agents déployés pour la prestation devront IMPERATIVEMENT détenir l'habilitation physique « Très Secret » au démarrage du marché.

1.4 - Allotissement

Le CEA a recours à un marché global en raison de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

1.5 - Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

A défaut, le CEA considèrera l'offre comme irrégulière.

1.6 - Groupement momentané d'entreprises

Le candidat pourra être soit une entreprise individuelle, soit un groupement momentané d'entreprises mais le CEA n'aura qu'un seul interlocuteur qui sera le mandataire.

En aucun cas une entreprise ne pourra cumuler une candidature en tant que :

- candidat individuel et membre d'un groupement,
- membre de plusieurs groupements que ce soit en tant que mandataire ou co-traitant.

En cas de constitution d'un groupement, pour la bonne exécution du marché, celui-ci devra adopter la forme d'un groupement solidaire ou, à défaut, d'un groupement conjoint avec solidarité du mandataire préalablement à la signature du marché.

1.7 - Reprise du personnel

Le Titulaire du marché et les agents déployés pour réaliser la prestation devront détenir l'habilitation « Très Secret ». La reprise du personnel n'est possible que s'il dispose de cette habilitation afin d'assurer la bonne exécution du marché.

1.8 - Marché classifié

Le marché objet de la présente consultation est un marché classifié. Le Titulaire du marché ainsi que les personnes ayant à participer aux prestations du marché qui seront susceptibles de connaître des informations classifiées de niveau « Très Secret » devront détenir une habilitation en application de la réglementation en vigueur (pour la personne morale et les personnes physiques en charge des prestations de gardiennage).

Le marché classifié ne pourra être signé et a fortiori aucune prestation ne pourra débuter tant que le Titulaire ne détient pas une décision d'habilitation au niveau requis par le marché. Ses salariés ayant besoin d'en connaître pour réaliser les prestations classifiées, et uniquement ceux-là, doivent être habilités au niveau requis par la classification du marché pour l'exécution des prestations classifiées.

Un marché classifié peut faire l'objet, sous certaines conditions, d'une sous-traitance soumise aux mêmes mesures de protection que le Titulaire (au niveau de classification considéré, si l'entreprise sous-traitante exécute une prestation classifiée).

Un marché classifié nécessite un plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire et ses salariés habilités engagent leur responsabilité s'ils ne respectent pas scrupuleusement les mesures de protection du secret de la défense nationale (article 419 et suivants du code pénal) ainsi que les dispositions de l'annexe de sécurité.

1.9 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du CEA l'acceptation de chaque sous-traitant.

1.10 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

1.11 - Conditions financières du marché

En application des dispositions des articles R2391-1 et suivants du code de la commande publique, une avance pourra être accordée au titulaire du marché. Les prix pourront être actualisés.

Les modalités de l'octroi de l'avance et d'actualisation des prix seront définies dans le projet de marché qui sera joint dans l'invitation à soumissionner.

2 - PROCEDURE

La procédure se déroule en deux phases : la phase candidatures et la phase offres.

2.1 - Les étapes de la procédure

2.1.1 - Le calendrier

Le tableau ci-dessous présente les dates et délais des différentes étapes de la procédure. Chaque étape est explicitée dans les paragraphes suivants.

Etapes de la procédure	Date ou délais
PHASE CANDIDATURES	
Questions des candidats	Au plus tard 10 jours ouvrés avant la date de remise des candidatures
Réception des candidatures	Au plus tard le 10/09/2025 à 16h00
PHASE OFFRES	
Envoi de l'invitation à soumissionner et du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) aux candidats retenus	A l'issue de l'analyse des candidatures
Visite obligatoire sur site	Dates déterminées dans l'invitation à soumissionner

Questions des soumissionnaires	Au plus tard 10 jours ouvrés avant la date de remise des plis
Modification du DCE par le CEA	Au plus tard 6 jours ouvrés avant la date de remise des plis
Réception des offres	Sera déterminée dans l'invitation à soumissionner
Questions complémentaires du CEA	Pendant toute la durée de la procédure

2.1.2 - Questions des candidats avant la date de réception des candidatures

Préalablement à la remise des plis, les candidats sont autorisés à poser des questions complémentaires dans le délai mentionné dans le tableau ci-dessus.

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le candidat est prié de s'adresser au Service des Marchés et Achats exclusivement et par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Afin d'assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques, le CEA s'engage à répondre aux questions pertinentes qui lui seront posées par chaque candidat et à communiquer les réponses aux autres entreprises.

2.1.3 - Après la date limite de réception des candidatures

A l'issue de la remise des candidatures, le CEA se réserve la possibilité de transmettre des questions complémentaires aux candidats afin de clarifier/compléter leur dossier. Ces derniers devront y répondre par écrit dans les délais impartis. A défaut de réponse dans les délais impartis, leur candidature pourra être écartée de la procédure.

2.2 - Date limite de réception

Les plis des candidats devront être intégralement réceptionnés par le CEA au plus tard à la date figurant en page de garde, la date et l'heure de la fin du téléchargement sur la plateforme PLACE faisant foi. Tout dossier reçu, même partiellement, après la date mentionnée ci-dessus sera considéré comme remis hors délai et écarté de la procédure.

Il est conseillé aux soumissionnaires d'anticiper largement par rapport à la date et l'heure limite de manière à pallier à toute difficulté technique.

2.3 - Forme de remise et d'envoi des plis

Le soumissionnaire a l'obligation de déposer son pli par voie électronique sur la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les modalités de remise sont indiquées dans l'Annexe intitulée « forme de remise des dossiers ».

3 - CONTENU DES PLIS

Dans un premier temps, la réponse au présent appel d'offres restreint, rédigée en langue française, sera composée uniquement d'un dossier de candidature envoyé par les candidats.

A l'issue de l'analyse des dossiers de candidature, seuls les candidats retenus pour participer à la phase offres seront invités à remettre un dossier d'offre.

Le dossier de candidature devra impérativement inclure les documents suivants :

3.1 - Documents remis au titre de la candidature

Le dossier de candidature sera obligatoirement composé des éléments suivants :

- a. une [fiche précisant les coordonnées de l'interlocuteur technique et commercial](#) pour le dossier (nom, mail, adresse, numéros de téléphone),
- b. le [formulaire DC1](#) (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ,
- c. le [formulaire DC2](#) (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) et tous les justificatifs demandés dans ce document ou tout autre document équivalent contenant l'ensemble des informations demandées dans le formulaire ainsi que les justificatifs précédemment mentionnés.

Ces deux formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, des finances et de la Souveraineté industrielle et numérique :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

- d. en cas de groupement d'entreprises, une [lettre d'habilitation du mandataire](#) par ses co-traitants et la [convention de groupement](#) dûment signée,
- e. à titre informatif, un [extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés](#) (K ou K bis) ou équivalents, datant de moins de 3 mois,
- f. lorsqu'il appartient à un groupe, une [attestation certifiant de son autonomie commerciale](#) et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe,
- g. les [attestations d'assurance](#) civile, professionnelle, en cours de validité,
- h. la copie du ou des [jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire](#),
- i. les [attestations et certificats fiscaux et sociaux](#) datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents,
- j. les [liasses CERFA](#) (ou équivalent) de bilan et compte de résultat des trois dernières années, ainsi que le chiffre d'affaires réalisé avec l'ensemble du CEA d'une part et le CEA Paris-Saclay d'autre part,
- k. les [certificats ou qualifications](#) (autorisation administrative, etc.) en adéquation avec le marché en cours de validité, délivrés par un organisme agréé,
- l. la [répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité](#),
- m. le [manuel d'assurance de la qualité](#) ou une note sur l'organisation de la qualité,

- n. un dossier présentant les capacités de l'entreprise qui devra détailler :
- les moyens techniques de l'entreprise,
 - les moyens humains et l'organisation de la société,
 - les références pour des opérations similaires exécutées dans les trois dernières années. Les références présentées devront mentionner le nom du projet, la date, le lieu d'exécution, les coordonnées du client, la nature et le montant des opérations effectuées,
- o. une attestation d'habilitation en cours de validité au niveau « Très Secret ».

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-avant.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-4 du décret supra, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Tous les soumissionnaires sont dispensés de transmettre (au moment du dépôt ou de l'attribution) ces documents s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit, sous réserve de communiquer au CEA les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage et au retrait desdits documents.

3.2 - Niveau de classification du marché

Ce marché est un marché classifié de niveau « Très Secret » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (IGI 1300). Il ne nécessite pas la détention d'informations et/ou de supports classifiés par le titulaire dans ses locaux.

Par conséquent, le candidat ou le mandataire du groupement et la société réalisant les prestations classifiées **devra impérativement être habilité « Très Secret » à la remise de son dossier de candidature**. Le Titulaire du marché ainsi que les personnes ayant à participer aux prestations du marché qui seront susceptibles de connaître des informations classifiées de niveau « Très Secret » devront détenir cette habilitation, en application de la réglementation en vigueur dès le début et tout au long de l'exécution du marché (cf. art 1.3).

4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats ne disposant pas d'une habilitation niveau « Très Secret » en cours de validité seront écartés de la procédure (cf. article 3.2).

Après examen de la conformité administrative du dossier, les candidatures seront jugées d'après les critères suivants :

- la capacité juridique et financière de l'entreprise ;

- les capacités professionnelles et techniques :
 - o capacité de la société en matière de gardiennage sur des sites classés en zone protégée ou équivalent,
 - o présentation des références récentes de prestations similaires (gardiens habilités TS, postes avec SSI, PC sécurisé...),
 - o moyens humains et techniques de l'entreprise pour assurer la continuité de service (astreinte, remplacement, PC sécurisé...).

Lors de la deuxième phase de la procédure, les offres conformes seront notées sur la base des critères pondérés suivants

- le prix pour 50 points,
- les dispositions prévues pour assurer la continuité de service et le respect de la plage horaire pour 20 points :
 - o gestion de l'astreinte, la permanence, le contrôle, le remplacement,
 - o organisation des relèves, des prises de poste et protocoles de passation (respect des horaires, continuité de service),
 - o capacité à respecter les contraintes horaires légales (gestion des dépassements),
- les capacités humaines et de pilotage de la prestation pour 20 points :
 - o détail des profils proposés : qualifications (SSIAP 1 minimum requis), habilitations physiques, ancienneté, formation continue,
 - o plan de formation et de maintien des compétences du personnel affecté,
 - o composition de l'équipe,
 - o organisation et le pilotage de la prestation,
- les enjeux environnementaux pour 10 points.

ANNEXE : FORME DE REMISE ET D'ENVOI DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE

Cette annexe renseigne les soumissionnaires sur les modalités et l'utilisation de la plateforme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour utiliser la plateforme PLACE :

1) Le soumissionnaire doit s'inscrire sur PLACE ou disposer d'un compte :

Pour répondre aux appels d'offres du CEA, il est nécessaire de s'inscrire sur « PLACE ». Pour cela, nous vous invitons à vérifier les pré-requis techniques disponibles depuis la page d'accueil de PLACE et de vous munir de votre n° de SIRET.

Si vous disposez déjà d'un compte sur PLACE, il est aussi opérationnel pour les appels d'offres du CEA.

Afin d'être informé en cours de procédure de tout complément et/ou toute modification du dossier de consultation, les soumissionnaires devront s'identifier en indiquant leur adresse Email sur PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation. Les téléchargements anonymes ne permettent pas de bénéficier de manière automatique des informations publiées par le CEA en cours de procédure.

2) Le soumissionnaire doit anticiper toutes les éventuelles difficultés de téléchargement et respecter les modalités imposées par le présent règlement :

Pour toute question, vous pouvez vous référer à :

- la rubrique « Aide » de PLACE,
- contacter le support informatique de la PLateforme des AChats de l'Etat au 01 76 64 74 07.

1. Constitution des enveloppes électroniques

Les enveloppes de candidature et d'offre doivent se présenter sous la forme d'un fichier unique **au format.zip** contenant les éléments mentionnés dans le règlement de consultation. Ces éléments seront des fichiers dans l'un des formats suivants :

- format Word (.docx),
- format Acrobat (.pdf),
- format Excel (.xlsx).

Ces fichiers seront nommés selon le contenu du fichier (par exemple : projet de marché.doc).

Le nom donné à l'enveloppe électronique de candidature sera ref-xxxx-yyy-candidature.zip où :

- ref est la référence donnée à la consultation,

- xxxx est la raison sociale de l'entreprise,
- yyyy est l'objet du marché.
- Le nom donné à l'enveloppe électronique d'offre sera ref-xxxx-yyyy-offre.zip où :
- ref est la référence donnée à la consultation,
- xxxx est la raison sociale de l'entreprise,
- yyyy est l'objet du marché.

2. La co-traitance

Dans le cas de co-traitance, les éléments qui le nécessitent (attestation sur l'honneur ...) seront signés par l'ensemble des entreprises co-traitantes, à l'aide de l'outil de signature disponible gratuitement en téléchargement sur la plateforme. Les fichiers .zip ainsi créés (contenant les fichiers et les signatures) seront insérés dans les enveloppes zip de candidature ou d'offre. Seul le mandataire du groupement remettra la réponse électronique sur la plateforme en utilisant son certificat.

3. Envoi par le soumissionnaire de plusieurs réponses électroniques à une même consultation

Le soumissionnaire peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour une même consultation, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent règlement.

Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue (les envois précédents ne seront pas ouverts).

En conséquence, le soumissionnaire prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

4. Possibilité de remettre une copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde, remise dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" doit être envoyée dans les délais impartis de réception des offres à l'adresse suivante :

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES

CEA PARIS-SACLAY

Bureau du courrier (bât. 464)

Pour le Service des Marchés et Achats - PC 98

91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'il est détecté un programme informatique malveillant dans les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais impartis de réception ou bien n'a pas pu être ouverte par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de réception).

5. Les questions relatives à la consultation

Les questions d'ordre administratif, commercial ou technique, concernant la consultation seront posées via la plateforme en cliquant sur l'appel d'offres voulu sur le lien « poser une question ».

Avant de pouvoir poser une question, les soumissionnaires doivent :

- accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme,
- renseigner leur identité.

Nota bene : il est indispensable de bien renseigner le champ « e-mail » dans la mesure où cette adresse sera utilisée par le CEA pour répondre à la question.

6. Les échanges par voie dématérialisée avec les entreprises

Tout au long de la procédure et après l'ouverture des offres, **le CEA communiquera exclusivement avec les soumissionnaires via la « messagerie sécurisée » de la plateforme.**